



COMMUNIQUE

Moins d'emplois pour de meilleurs salaires : **UNE FAUSSE ALTERNATIVE** **QUE LA CGT CONDAMNE A NOUVEAU**



Hier soir, le Premier ministre était censé répondre aux préoccupations majeures de nos concitoyens.

Pour l'essentiel, il a confirmé les orientations massivement refusées et combattues, une fois encore, par la puissante mobilisation du 4 octobre.

En ce qui concerne la Fonction publique, Dominique de VILLEPIN a ressorti la vieille recette libérale : les économies réalisées par les suppressions d'emplois doivent servir à réduire le déficit et à améliorer le pouvoir d'achat des fonctionnaires.

L'UGFF exprime à nouveau son total désaccord avec un tel dispositif.

L'évolution des effectifs de la Fonction publique ne peut être regardée que par rapport aux missions à remplir pour le bien de toute la population. Or, le gouvernement se garde bien d'ouvrir ce débat. Pour l'Etat, rappelons que le nombre d'agents a moins augmenté que l'emploi global en France sur ces 20 dernières années.

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires a, lui, nettement reculé. La valeur du point indiciaire s'est dépréciée de plus de 5 % sur la seule période 2000-2004. D'ailleurs, la part des salaires et des retraites des fonctionnaires de l'Etat dans le PIB a chuté d'environ ½ point de 1999 à 2005.

Quant au déficit, il est principalement le fruit d'une croissance insuffisante –aggravé par les politiques successives de restriction du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés- et de la compression des recettes publiques- amplifiée par les dernières et iniques réformes fiscales.

L'UGFF rappelle, de surcroît, que l'histoire récente a démontré qu'il s'agit d'un marché de dupes. C'est en 2003 et en 2004, années de réduction d'effectifs, que les augmentations salariales ont été les plus faibles (avec même un zéro pointé en 2003).

L'UGFF confirme son exigence d'ouvertures immédiates de négociations salariales dans la Fonction publique, sur d'autres bases que celles évoquées par le Premier ministre.

Avec les personnels, elle ne compte pas attendre des semaines pour cela.

Montreuil, le 7 octobre 2005